Première partie

L'UNITÉ EN CONSTRUCTION

Par Georges Pruvost

De la Révolution française émerge fortement le concept d'unité nationale.

Qu'en est-il alors des groupes sociaux, de leur différenciation, de leur identité ? Aucun des historiens de la Révolution française, quelle que soit son école de pensée, d'Alphonse Aulard à Michel Vovelle, ne nie l'existence d'une différenciation des groupes sociaux pendant et surtout après la Révolution. Cela étant, tous, par l'association des notions d'unité et de nation, mettent l'accent sur *l'essentiel* de la période.

Le campagnonnage organisait l'unité autour du métier plus que l'unité d'un groupe social. Plus encore il structurait cette unité autour d'une élite professionnelle, par définition difficile d'accès.

La Révolution française fait éclater ces cadres de référence par les transformations politiques, économiques et sociales qu'elle génère. Il faudra du temps pour que monte une lente prise de conscience entre les deux nouvelles figures du bourgeois et de l'ouvrier. Cette expérience se forge au cours d'affrontements sociaux souvent brutaux où revendications économiques et sociales et aspirations politiques républicaines se combinent le plus souvent.

La Révolution de 1830 est particulièrement significative de ce point de vue. Peu après, en 1831-1832, naissent et le mot *ouvrier* et une presse ouvrière. La révolte des Canuts révèle cette solidarité interprofessionnelle en train de s'ancrer. Le mouvement s'accélère dans la décennie suivante : le campagnonnage tombe en désuétude et l'idée d'une centralisation syndicale s'ébauche.

Ce sont les ouvriers qui sont à l'initiative de l'insurrection de février 1848 et qui remontent à l'assaut en juin pour ne pas être trahis par cette République naissante qu'il ont tant appelée de leurs vœux.

Le Second empire ne vient pas à bout de cette classe ouvrière en constitution, à la recherche de son enracinement dans la société française comme au plan international. Les mouvements revendicatifs s'accroissent sensiblement dans la deuxième moitié des années soixante tandis que se crée l'Association internationale des travailleurs en 1864.

Aussitôt née, la Première internationale s'efforce de définir les tâches à accomplir par les syndicats dont le nombre augmente alors sous l'impulsion de militants tel Eugène Varlin qui marqueront d'une empreinte profonde les combats de la Commune de Paris.

La répression sauvage qui suit la Commune ne parvient ni à déraciner l'esprit de lutte ni à décapiter totalement le mouvement ouvrier qui se réfugie dans les chambres syndicales durant la tourmente. C'est donc de ces organisations de type syndical que va renaître un mouvement ouvrier hanté par les leçons à tirer de l'échec sanglant de la Commune : les questions de l'Etat, de la nation, du pouvoir politique, de l'intervention ouvrière sont à l'ordre du jour. Par là même, c'est aussi la question de l'identité syndicale, du rôle et de la place du syndicat qui se trouve posée dans cette conjoncture-là.

CHAPITRE I

L'UNITÉ SYNDICALE, OUTIL D'IDENTIFICATION

Dès la fin de 1871, se reconstitue à Paris la Chambre syndicale des bijoutiers qui organise une première grève en novembre. Les marbriers, les lithographes et les ouvriers du bronze suivent cet exemple dès le printemps 1872. Au total, à la fin de cette année 1872, ce sont soixante-trois chambres syndicales comptant plus de 19 000 membres qui se sont réorganisées, dans les corps de métier les mieux organisés avant 1870 et principalement à Paris, Lyon et en Basse-Normandie.

Identification de classe (1871-1879)

Dès ce moment l'idée de relier ces syndicats ouvriers réapparaît. La prolongation de l'état de siège jusqu'en 1876 empêche de concrétiser cette idée et il faut attendre octobre 1876 pour que se tienne le Ier Congrès Ouvrier de France. Ce Congrès se cantonne à un terrain strictement professionnel, refusant d'aborder des problèmes politiques. La prééminence des métiers artisanaux et semi-artisanaux explique pour une part le caractère de ce Congrès où se manifeste la résurgence d'idées héritées de Joseph Proudhon sur le développement des coopératives de production.

En apparence le Congrès de 1876 effectue une sorte de retour en arrière... tout provisoire puisque le Congrès tenu à Marseille en 1879 (*l'immortel Congrès* selon Jules Guesde) proclame que *« le syndicat est seul apte à satisfaire les intérêts généraux de tous les travailleurs et à obtenir leur émancipation totale, contrairement aux coopératives. »*[1]

Ce Congrès est celui de la rupture idéologique avec le proudhonisme, déjà mis à mal dans son influence depuis le milieu des années 1860, c'est-à-dire depuis la reprise d'un mouvement gréviste conséquent force considérable d'opposition à Napoléon III. Le Congrès de Marseille affirme la nécessité du parti ouvrier, de sa distinction d'avec tout parti bourgeois.

Le rapport au politique (1879-1895/1902)

Porteuse d'un éclaircissement vis-à-vis des coopératives, la victoire guesdiste de Marseille est aussi porteuse d'ambiguïté sur les contours de ce parti ouvrier. La question des relations de ce parti avec les syndicats est désormais posée. Une telle question est dès l'origine particulièrement sensible en France où l'échec de la Commune a fait rebondir la question de la république et du passage à une république sociale. Et jusqu'à la fin du siècle, au moment de l'expérience du Bloc des gauches, les socialistes envisagent ce passage *non pas par le recours aux urnes mais grâce à une révolution, s'appuyant sur la fraction la plus avancée de la population des grandes villes*[2].

Quid de l'autonomie syndicale dans cette perspective ? De théorique la question va se poser et être résolue pratiquement suivant des chemins imprévus, tortueux. L'unité politique sanctionnée à Marseille ne résiste pas longtemps et l'émiettement des courants va caractériser l'expression politique du socialisme français jusqu'à la fin du siècle. L'héritage de la Révolution française, de 1848, de la Commune pèse lourd dans la

---

1. Rolande Trempé, *La France ouvrière, op. cit.*, p. 273.
2. Raymond Huard, *L'exceptionnalité française : le XIXe siècle, in* collection La passion de la République, Editions Sociales, 1992, p. 179.

détermination de la place politique que doit occuper le parti ouvrier. Trois questions au moins divisent les différents courants : faut-il un parti politique spécifique, un parti ouvrier ? Doit-il participer au *jeu politique* républicain et être présent au Parlement, à la direction des municipalités ? Doit-il se coordonner avec les syndicats ?

Cette dernière question prend d'autant plus d'importance au fil des ans que la syndicalisation ne cesse d'augmenter : de 478 syndicats et 64 000 syndiqués en 1880, les effectifs passent en 1895 à 436 000 syndiqués répartis dans 2 314 syndicats.

Il faut dire qu'entre temps, et cela tranchait avec tout le reste du XIX[e] siècle, quelques lois sociales sont obtenues (temps de travail, reconnaissance du syndicat, inspection du travail).

C'est cette croissance syndicale qui amène les premières concentrations syndicales à l'échelle nationale pour répondre à un processus lui-même en cours du côté du patronat. Ce sont les professions, les *métiers* qui avaient été dans les années précédentes les ultimes refuges du mouvement ouvrier qui constituent les premières Fédérations nationales.

La création, en 1886, de la Fédération nationale des syndicats relève du même souci : briser le cloisonnement entre les différentes organisations mais aussi échapper à l'emprise des groupes politiques extraordinairement divisés, morcelés de façon à pouvoir mener les débats professionnels nécessaires (transformation des métiers notamment).

A l'origine, la Fédération nationale des syndicats entendait donc répondre à un besoin d'unification syndicale. Les mêmes militants guesdistes qui l'ont initié ne sauront pas échapper ni à la tentation centralisatrice ni à la transformation de la Fédération en un instrument aux mains de la direction du Parti ouvrier français.

Dans le même temps se constituaient, dans de nombreuses villes, les Bourses du Travail, regroupement original de syndicats de diverses professions, qui se veulent avant tout des outils pour échapper à la répression et, dans une phase économique de crise, aux officines patronales de placement de la main-d'œuvre. La grande diversité d'orientation des militants animant ces Bourses aurait pu permettre une rencontre avec la Fédération nationale des syndicats, celle-ci sera absente au rendez-vous et laissera se créer - contre elle - la Fédération

nationale des Bourses du Travail. L'orientation de cette organisation, née en 1892, est avant tout anti-guesdiste, née en 1892 comme le reconnaît son dirigeant Fernand Pelloutier.

> *« L'idée de fédérer ces Bourses du Travail est une origine plus politique qu'économique. Elle vient de quelques membres de la Bourse du Travail de Paris qui, adhérents à des groupes rivaux du Parti ouvrier français et mécontents de ce que la Fédération des Syndicats soit entre les mains de ce Parti, souhaitaient la création d'une association concurrente dont le siège serait à Paris et qui deviendrait leur chose. La Bourse de Paris patronne l'idée. »*[3]

Le processus d'unification syndicale s'opère donc dans des conditions particulièrement complexes où s'affrontent - au nom des trahisons et des déboires passés mais aussi par opposition fondamentale aux idées défendues par Marx et ceux qui s'en réclament - ceux qui sont hostiles à une présence ouvrière sur le champ politique et ceux qui estiment, au contraire, que l'urgence de la période est d'être présent sur ce terrain politique. A ces conditions complexes il faut ajouter la conjoncture, celle du développement des grèves à partir de 1879/1880 mais aussi l'impact, sur proposition du guesdiste Lavigne, au Congrès fondateur de la IIe internationale, de la création du 1er mai sur le mot d'ordre unificateur de la journée de huit heures.

Comme l'écrit en effet Claude Willard[4] :

> *« Le 1er mai a joué dans l'histoire du mouvement ouvrier français un rôle dont on ne saurait sous-estimer l'importance. Il exprime le sentiment ancien, mais d'intensité croissante d'unité profonde du mouvement de solidarité nationale et internationale du prolétariat. »*

A propos de l'Internationale, la France apparaît comme à contretemps : démarrage du mouvement syndical et émiettement du mouvement socialiste alors que la tonalité plus générale est au démarrage lent du mouvement syndical contrastant avec le démarrage rapide du mou-

---

3. Fernand Pelloutier, *L'humanité nouvelle,* décembre 1898.
4. Claude Willard, *Les Guesdistes,* Editions Sociales, 1965, p. 54.

vement socialiste. Dès l'origine la II[e] internationale va mener le combat pour la législation sociale et donc reprendre à son compte des thèmes qui *« posés dans des termes politiques, sont à la fois sources d'unité et de nouvelles divisions entre radicaux et réformistes*[5] ». Elle sera aussi particulièrement attentive au passage du syndicalisme de métier au syndicalisme d'industrie, processus qu'elle soutiendra et promouvra.

Le contraste est donc saisissant avec la CGT qui se crée dans un processus unificateur d'une durée de sept années, entre 1895 et 1902. En France l'unité l'emporte par l'affirmation de l'autonomie et la nouvelle organisation naît sous l'influence dominante du syndicalisme de métier. A chacun de ses premiers Congrès, la nécessaire *neutralité politique* revient comme un leitmotiv. Ainsi en 1898, à Rennes, le leader blanquiste Edouard Vaillant est-il abondamment cité dans le rapport du Conseil National :

> *« A cette condition seule peuvent disparaître des syndicats et de la Confédération du travail toutes les causes de désunion ; à cette condition seule peuvent s'unir dans une même organisation et pour une action coordonnée et efficace toutes les forces de la classe ouvrière. »*[6]

Trois années plus tard, Louis Niel harangue ainsi les congressistes :

> *« En attendant la transformation complète du monde, en attendant l'instauration de la société communiste, en attendant que les prêtres, les soldats, les rois, les ministres, les jugeurs, les notaires, les avoués et tous les inutiles se soient transformés en de simples producteurs croyez m'en, camarades, faites d'abord l'unité ouvrière par les syndicats. »*[7]

La volonté d'affirmation de l'autonomie syndicale l'emporte sur l'examen d'autres problèmes dont, en premier lieu, le passage au syndicalisme d'industrie[8].

---

5. Georges Haupt, *Socialisme et syndicalisme,* Les rapports entre partis et syndicats au plan international : une mutation ? in *Jaurès et la classe ouvrière,* numéro spécial du *Mouvement social,* 1981.
6. *In extenso* Congrès de la CGT à Rennes, 1898, p. 56-57.
7. *In extenso* Congrès de la CGT à Lyon, 1901, p. 83.
8. Seul le Congrès de 1900 aborde cette question parmi d'autres.

L'affirmation d'une identité originale : le syndicalisme révolutionnaire (1895-1902/1908-1910)

Dès sa naissance la CGT affirme que le terrain économique est le seul lieu d'unité et de combat qui importe. Moins d'un an plus tard, le Congrès de la IIe Internationale de Londres affirme lui, définitivement, la primauté du politique, le syndicat voyant son rôle circonscrit à la défense des revendications immédiates.

C'est un bouleversement : encore en 1891, le Congrès de Bruxelles traitait à égalité d'importance et de rôle partis et syndicats ; la priorité des priorités est alors l'enracinement national des partis socialistes. En porte à faux constant au sein de l'Internationale, la jeune CGT durcit son opposition doctrinale au parti politique ouvrier dont l'unification finit par se faire en 1905.

Le syndicalisme révolutionnaire, s'il hérite d'un certain nombre de traits passés, ne peut être évalué indépendamment de cette conjoncture nationale et internationale. La constante des syndicalistes révolutionnaires est de renforcer l'unité interne de la CGT. Il est troublant de ce point de vue de noter que les professions de foi sur le caractère unitaire du syndicalisme ignorent complètement et la faible syndicalisation et l'existence d'organisations syndicales non constitutives de la CGT. Ainsi en 1902, la CGT ne syndique que 18 % des ouvriers d'industries, en 1906 à peine un quart – et en 1912 les effectifs syndicaux sont estimés à 1,065 million, la CGT comptant pour sa part à peine 400 000 syndiqués sur un total de plus de 7 millions de salariés ! L'anti-démocratisme et la théorie des minorités agissantes structurent le syndicalisme révolutionnaire, en témoigne le refus de la proportionnelle dans les votes au Congrès de la CGT, un syndicat quel que soit son nombre d'adhérents, comptant pour une voix. En témoigne également la place de l'action directe, de la grève en premier lieu dont le rôle *pédagogique* est ainsi défini par Pierre Monatte.

« C'est par la grève que la masse ouvrière entre dans la lutte de classes... C'est par la grève qu'elle fait son éducation révolution-

naire, qu'elle mesure sa force propre et celle de son ennemi, le capitalisme... »[9]

De là découle la perception du parti politique comme le concurrent, impur par nature, parce que *interclassiste* fût-il socialiste ! Pire : le groupement politique devient le responsable des échecs passés. La radicalisation des syndicalistes révolutionnaires sur cette question est exacerbée à l'aube du vingtième siècle par la stratégie de participation gouvernementale menée par Millerand au sein du Bloc des Gauches.

Les débats théoriques, au sein de la famille socialiste sont eux-mêmes intenses notamment entre Jaurès et Guesde qui finissent par se retrouver sur le constat fait antérieurement par l'Internationale : l'unification des forces socialistes est un passage obligé pour le renforcement de l'influence socialiste, une prise du pouvoir avant-gardiste n'étant plus à l'ordre du jour.

Le célèbre Congrès d'Amiens (1906) de la CGT adopte à une large majorité une motion rappelant la conception syndicaliste révolutionnaire. Se retrouvent sur ce vote, anti-guesdiste avant tout ne serait-ce qu'en raison de la personnalité de Victor Renard, secrétaire de la Fédération du textile, aussi bien ceux qui sont pour la neutralité politique ou pour l'existence de terrains bien séparés que ceux pour qui l'adversaire est le socialisme parlementaire. Cette même année, 1906, la CGT se trouve confrontée à la mise en place d'une politique sociale définie par un gouvernement où siège Viviani, socialiste indépendant, au ministère du Travail. De manière concrète et plus seulement théorique, le syndicalisme révolutionnaire se heurte à la détermination des rapports de la CGT et de l'Etat.

Toujours en 1906, la direction de la CGT se trouve confrontée à l'échec de ses initiatives d'affrontements directs et répétés avec l'Etat. Evoquant l'antimilitarisme et l'anti-patriotisme, Niel en 1910 reproche aux *révolutionnaires* ceci : *« C'est un syndicalisme qui a cessé d'être professionnel pour devenir un syndicalisme de préoccupations politiques. »*[10]

---

9. Cité par Rolande Trempé, *op. cit.*, p. 343.
10. *In extenso* Congrès de la CGT à Toulouse 1910, p. 225.

Le *pan-syndicalisme* est en échec. L'heure est, dès lors, à la réévaluation face aux périls de guerre qui montent de nouveau. La conviction d'Edouard Vaillant exprimée au Congrès de la SFIO à Limoges en 1906, peu de temps après le Congrès CGT d'Amiens, va-t-elle prendre corps ?

> *« L'unité ouvrière est réelle et s'établira, d'abord, dans les faits. Il importe que nous n'ayons pas même l'air de dépasser les limites qu'a posées la CGT qui très justement, ne veut pas d'une immixtion de notre part. Nous reconnaissons qu'elle est l'unité ouvrière économique corporative, comme elle pourra reconnaître plus tard que, politiquement nous sommes l'unité ouvrière et que nous sommes confédération et parti, les deux éléments formateurs de l'unité ouvrière totale, définitive. »*[11]

---

11. Cité par Henri Dubief, *Le syndicalisme révolutionnaire,* Editions Armand Collin, Coll., U, 1969, p. 120.

CHAPITRE II

REMISES EN CAUSE ET RUPTURES (1908/1910-1918)

1908 et 1910 correspondent à deux Congrès de la CGT (Marseille puis Toulouse) qui tranchent par la somme d'incertitudes exprimées, de doutes, avec le Congrès précédent, celui d'Amiens, souvent présenté, comme l'expression de la maturité du syndicalisme révolutionnaire.

C'est donc au moment où la France connaît une accélération de sa croissance (+4,58 % par an entre 1905 et 1910) notamment industrielle que le syndicalisme est confronté à une première crise.

Remises en cause (1908/10-1914)

Il s'agit d'abord d'une crise de direction : la mise en cause de la gestion de la Maison des Fédérations conduit Victor Criffuelhes, le dirigeant incontesté le plus représentatif du syndicalisme révolutionnaire à démissionner. Qui *tire les ficelles* ? L'ombre d'Aristide Briand – homme-clé du pouvoir d'Etat dans toute cette période – plane... Mais le doute sur la direction est aussi à relier à la stagnation des effectifs syndicaux à partir de 1908. L'appréhension d'une réalité économique et sociale mouvante échappe alors à la jeune CGT. C'est ce hiatus-là qui est perçu par le noyau de militants qui autour de Merrheim et Monatte va lancer la *Vie Ouvrière* en octobre 1909. La crise de direction apparaît

donc comme le symptôme, une des multiples manifestations, d'une crise plus profonde. L'accélération de la mise en place de nouvelles structures souvent qualifiées d'impérialistes - dont la flambée spéculative et la pillage colonial sont les *plus beaux* fleurons - conduit à un rôle nouveau de l'Etat et donc à une recomposition du fonctionnement des institutions et de partis politiques.

La nécessité d'une intervention économique directe de l'Etat, bien au-delà de son rôle traditionnel de gendarme, conduit le patronat, les *gros*, à avoir besoin de relais politiques.

En termes brutaux : l'argent remplace (ou devient) l'idéologie ! Les débats sur les *valeurs*, points antérieurs des clivages (exemple : le laïcisme d'un E. Combes) sont bien périmés.

Si du côté des socialistes, cela conduit à une certaine clarification avec les ruptures de Briand ou Viviani, il n'en est pas de même sur le reste de l'échiquier politique où le radicalisme - présent au pouvoir quel que soit le Président du Conseil - devient le lieu d'accueil d'intérêts matériels convergents en principe séparés par leurs options idéologiques ! Déjà les notions de gauche, de droite se trouvent *brouillées* au cours de cette période ! Par contre l'anti-socialisme et le nationalisme fleurissent notamment au sein des classes moyennes devenues l'enjeu, *politicien* pourrait-on dire, du maintien de l'hégémonie radicale.

L'instabilité gouvernementale devient la règle, le signe de ce jeu politicien qui favorise une poussée d'antiparlementarisme. Briand bâtit son succès et la longévité, évidemment sur son habilité politique, aussi sur son passé : qui d'autre est mieux placé pour gagner à la paix sociale au moins une partie de ses anciens amis syndicalistes ?

Il va pousser plus loin les feux que ne pouvaient le faire le catholicisme social, le solidarisme d'un Léon Bourgeois, et même le millerandisme qui avançait deux thèmes principaux : l'inefficacité des grèves et la primauté de la communauté nationale représentée par l'Etat sur les intérêts de classe. Il suscite en effet, peu importe de savoir si c'est directement ou non, la structuration, au sein de la CGT, en juillet 1909 du courant réformiste autour du Comité d'union syndicaliste. C'est de ce moment que date une classification explicite au sein de la CGT entre réformistes et révolutionnaires. Derrière cette classification se trouve posée la question de la nature de l'Etat et donc du positionnement de l'organisation syndicale face à lui : arbitre ou pas ? Telle est la question.

La grève des cheminots de 1910, la répression efficace menée par Briand entraînent la mise en sommeil d'une *expérience* où Comité d'union syndicaliste et Comité de la démocratie sociale créés par des proches de Briand pouvaient dialoguer voire s'entendre sur un programme.

Les révolutionnaires se retrouvaient sur le rejet de toute intervention de l'Etat, les réformistes se différenciaient entre ceux qui souhaitaient davantage un rapprochement avec la SFIO (notamment avec son groupe parlementaire) ou davantage une collaboration aux institutions étatiques (Conseil Supérieur du Travail, Office du Travail...) en train de se mettre en place ou... les deux !

A partir de 1911, l'approche de la guerre va dominer tout et influer sur les comportements des uns et des autres. Le nationalisme grandit et désigne les deux ennemis : l'Allemagne bien sûr, mais aussi le *mauvais Français,* notion vague et donc extensible... La direction syndicaliste révolutionnaire de la CGT s'efforce alors de ne pas demeurer isolée. Internationalement, elle prend des initiatives notamment en direction des syndicats allemands avec qui les relations étaient fraîches de longue date, avec une réussite relative. A l'intérieur, la CGT fait la dure expérience que l'antimilitarisme ne suffit pas à dépasser un sentiment national *interclassiste.* La grève générale contre la guerre du 16 décembre 1912 est en effet un échec dont l'une des leçons tirées est l'acceptation d'une action commune avec la SFIO contre la loi des trois ans de service militaire. Une telle démarche était impensable quelques années - moins de dix ! - avant ! Est-ce déjà l'annonce d'une nouvelle période historique ? C'est ce que laisse entendre l'historienne Madeleine Rebérioux :

> *« La tendance révolutionnaire s'éloigne d'un révolutionnarisme souvent verbal et enfermé dans l'Hexagone, et commence à s'orienter vers des analyses à la fois méticuleuses et générales et vers de nouvelles perspectives internationales. Nous sommes ici aux sources directes du mouvement qui, après la guerre et la révolution russe, conduira vers la IIIe Internationale tant de syndicalistes révolutionnaires authentiques. »*[1]

---

1. Madeleine Rebérioux, *La République radicale, Nouvelle histoire de la France contemporaine,* Coll., Le Point, Editions du Seuil, 1985, p. 170.

Ruptures (1914-1918)

Permanente à partir de 1911, la question de la guerre avait déjà occupé le devant de la scène syndicale dès 1905 puis encore en 1907. La réponse syndicaliste révolutionnaire construite de longue date, peut se résumer grossièrement ainsi : propagande antimilitariste permanente et, le moment venu, déclenchement simultané dans chacune des puissances belligérantes, de la grève générale. La vie ne correspond plus rigoureusement à un tel schéma et la continuité antimilitariste du syndicalisme révolutionnaire connaît des contenus différents. A l'origine, l'antimilitarisme naît de l'expérience même des syndicalistes dans les luttes sociales souvent confrontés à l'armée qui, de plus, comme armée de conscription, peut influencer les jeunes ouvriers qui y effectuent un long service militaire (autour de deux ans). Une radicalisation certaine s'opère entre 1906 et 1909 : des dirigeants de la CGT tel Yvetot privilégient alors l'anti-patriotisme.

Après cette date la CGT revient sur les outrances de la période - ne serait-ce que dans le discours - qui, bien exploitées, avaient donné de la CGT l'image d'une secte... L'antimilitarisme est allié à un autre principe tout aussi constant : l'internationalisme de classe présenté comme supérieur sinon opposé au sentiment national. Au lendemain de la crise balkanique de 1912, la CGT recourt à un Congrès extraordinaire qui s'efforce de lier le rappel des positions de principe (insurrection en cas de guerre) et la perception, même confuse, d'une réalité des réactions populaires plus complexe... Merrheim y présente la motion sur cette question qu'il commente ainsi :

> *« Nous nous sommes dégagés des mots et des formules ; nous avons essayé de déterminer ce qu'était et ce que devait être dans la réalité l'action confédérale. Nous avons voulu signifier à la classe ouvrière que, le jour d'une déclaration de guerre, il n'y aurait pas de CGT, pas de mot d'ordre. Qu'on se détache bien en province et dans tous les centres de cette idée et qu'on n'attende aucune indication, mais qu'au reçu de l'ordre de mobilisation les travailleurs doivent se refuser d'y répondre et*

se rendent dans leurs Bourses de Travail voir ce qu'il y a à faire. »[2]

L'été 1914 surprend toute l'opinion française, syndicalistes compris : au départ, l'alerte n'est pas plus chaude que les autres fois ! Encore le 27 juillet, la CGT sur le mot d'ordre général " A bas la guerre " rassemble du monde sur les boulevards parisiens. Deux jours plus tard le Comité confédéral national de la CGT signale toutefois *la lourde responsabilité de l'Autriche.* Contradiction ? Peut-être pas si la force du sentiment national est considérée comme traversant aussi les milieux syndicalistes par ailleurs également convaincus, dans leur grande majorité, que la République ne peut être belliciste... Le cataclysme de la guerre de 1914 va aussi conduire au remodelage, à la recomposition des conceptions antérieures du monde, de la société et de leur évolution.

Deux moments marquent ce processus, l'année charnière étant 1916 du point de vue qui est le nôtre dans cette étude.

Jusque cette date, et encore une partie de l'année 1916, la décomposition est le fait dominant : le chômage est important, les salaires baissent, les conditions de travail se dégradent sensiblement. La CGT est décimée et ne compte guère plus de 50 000 cotisants en 1915. La notion de défense nationale est peu remise en cause avant la fin de l'année 1915. Seule la participation au gouvernement de dirigeants du mouvement ouvrier interroge. L'opposition dans la CGT autour de la Fédération des Métaux, de Merrheim, de l'Union départementale du Rhône est très minoritaire et peu entendue. La tendance tendra à se renverser quand s'estompera l'illusion d'une guerre défensive de courte durée.

Dans la même période la majorité de la direction de la CGT participe à la création d'un Comité d'Action CGT-SFIO dès l'automne 1914 qui aura pour tâche - avec une participation active CGT jusque fin 1916 - de discuter avec les pouvoirs publics du règlement de toutes les questions touchant à la vie des populations ouvrières.

A partir de 1916, sous l'impulsion très dirigiste de l'Etat, l'économie de guerre prend son rythme : une nouvelle géographie industrielle se

---

2. *La Voix du Peuple*, 1er décembre 1912. Cité par Jacques Julliard, *Autonomie ouvrière - Etudes sur le syndicalisme d'action directe*, Ed. Gallimard/Le Seuil, 1988, p. 100-101.

dessine autour de secteurs dynamiques : métallurgie, chimie, transports. Le dirigisme de l'Etat se manifeste aussi en matière de politique ou dans le domaine de la main-d'œuvre et plus généralement de la politique sociale. La mise en place des délégués d'atelier, l'intervention directe sur la détermination des salaires dans les industries de guerre témoignent de cette réalité nouvelle. D'une certaine manière un *réformisme de guerre* naît avec l'économie de guerre. L'établissement de relations nouvelles tant avec l'Etat qu'avec la SFIO s'impose à de nombreux dirigeants syndicalistes y compris une partie de ceux issus du syndicalisme révolutionnaire, même Merrheim.

En même temps, à partir de 1917, le mouvement gréviste reprend : 250 000 grévistes en 1917, 210 000 en 1918 à Paris soit plus que durant les années comprises entre 1906 et 1910 !

Les grèves, souvent locales et non coordonnées, où l'aspiration à la paix est une revendication forte, amènent un réveil syndical profond et la CGT passe de 300 000 cotisants en 1917 à 600 000 en 1918 : L'opposition, très minoritaire en 1914, a elle aussi grandi à l'intérieur de la CGT et les Comités de défense syndicaliste dirigés par Péricat de la Fédération du bâtiment se sont structurés nationalement en 1916.

Tout cela traduit pour le moins un bouillonnement d'idées, de conceptions que l'écho de la Révolution d'octobre 1917 en Russie va évidemment amplifier. Pour autant rien n'apparaît encore figé à la fin de la guerre et les *affrontements*, les débats entre les majoritaires et minoritaires ne semblent pas devoir inéluctablement déboucher sur l'exclusion réciproque.

Données sur quelques transformations de la société française

Entre 1871 et 1914

• **La population totale** croît d'environ 10 % : de 36, 1 millions à 39,6 millions. Dans le même temps, les populations allemande et britannique augmentent d'environ 50 %.

• **L'urbanisation** se poursuit avec intensité puisque la population urbaine représente 44,1 % de la population totale en 1911 contre 34,8 % en 1881.

• **La population active** croît en deux temps :
+ 3,6 millions entre 1866 et 1896,
+ 1,640 million entre 1896 et 1906.

Le recours à l'immigration (d'origine européenne) est un phénomène non négligeable : 1,05 % de la population totale soit 379 000 unités en 1851, 2,86 % soit 1,159 million en 1911, 3,3 % en 1914. Mais surtout l'accroissement de l'activité féminine est considérable : 27,7 % en 1876, 39 % en 1906.

• **La structure de la population active se modifie** : les salariés sont environ 60 % en 1914, ils sont ouvriers pour plus des trois quarts (9,250 millions en 1906) mais ce sont les employés qui progressent le plus : leur nombre double entre 1876 et 1906. La croissance des ouvriers est moins forte en raison de l'extension du machinisme et de la hausse de la productivité.

• **La structure des entreprises évolue** : les petites unités (moins de dix salariés) représentent encore 57,9 % du total en 1906 mais utilisent - seulement ou encore - un peu plus du tiers des ouvriers.

Le travail à domicile concerne encore 28 % de la population industrielle dont 86 % de femmes en 1906. A la même date plus de la moitié des ouvriers travaillent dans le secteur primaire (agriculture).

Sources :

Collectif (sous la direction de J. Ellenstein), *Histoire de la France contemporaine*, Messidor, 1981, tome IV chapitre 5.

Collectif (sous la direction de F. Braudel et E. Labrousse), *Histoire économique et sociale de la France*, tome IV 1-2 (années 1880-1950), PUF Quadrize - 1994.

Rolande Trempé *in La France Ouvrière*, tome 1, Scandéditions, 1993, Editions de l'Atelier, 1995.